Mensonges, fichus mensonges et statistiques de croissance

Yánis Varoufákis Economiste, ancien ministre des Finances de la Grèce

« La Grèce a enfin renoué avec la croissance économique. » Tel était le titre d'un communiqué officiel de l'Union européenne fin 2014. Mais les électeurs grecs, sans se laisser impressionner par cet enthousiasme, ont alors évincé le gouvernement en place et, en janvier 2015, ils ont voté pour une nouvelle équipe au sein de laquelle j'ai occupé la fonction de ministre des Finances.

La semaine dernière, de nouveaux rapports tout aussi enthousiastes ont émané de Bruxelles pour annoncer le *« retour à la croissance »* à Chypre, et opposer cette *« bonne »* nouvelle au *« retour à la récession »* en Grèce. Le message de la troïka des prêteurs – la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international – est fort et clair : « Faites ce que nous disons, à l'instar de Chypre, et vous vous rétablirez. Opposez-vous à nos politiques, en élisant des gens comme Varoufakis, et vous subirez les conséquences d'une nouvelle récession. »

Baisse des prix

C'est une histoire forte, à ceci près qu'elle est construite sur un mensonge hypocrite. La Grèce ne se rétablissait *pas* en 2014, et le revenu national de Chypre n'a *pas* encore retrouvé son niveau antérieur. Les affirmations contraires de l'UE se fondent sur le seul revenu « réel » national, une mesure qui est vouée à induire en erreur lors de périodes de baisse des prix.

Lorsqu'on vous demande si votre situation s'est améliorée par rapport à il y a un an, vous répondez par l'affirmative si votre revenu monétaire (c'est-à-dire sa valeur en dollars, livres sterling, euros ou yens) a augmenté au cours des 12 mois précédents. Dans les périodes inflationnistes d'antan, vous pouviez compléter votre réponse en vous plaignant (raisonnablement) que l'augmentation du coût de la vie avait érodé l'accroissement de votre revenu monétaire.

Pour tenir compte de cet écart entre le revenu monétaire et la capacité à acheter des biens grâce à cette somme d'argent, les économistes se concentrent sur le pouvoir d'achat, en ajustant le revenu monétaire courant au niveau moyen des prix.

Le revenu agrégé d'un pays est mesuré de manière similaire. Les économistes commencent par additionner les revenus monétaires de chaque agent économique pour calculer le produit intérieur brut nominal – ou, pour simplifier, le revenu monétaire total du pays (N). Ensuite, ils ajustent N à l'évolution des prix (P) en divisant N par P. Ce ratio est le revenu « réel » (R = N/P) du pays.

Pendant les périodes inflationnistes, calculer le revenu national réel nous empêchait de trop nous emballer

Pendant les périodes inflationnistes, calculer le revenu national réel, R, nous empêchait de trop nous emballer en lisant des statistiques qui faisaient état de considérables augmentations du revenu monétaire. A un moment où les prix moyens étaient en hausse de 8 % par exemple, une augmentation de 9 % du revenu monétaire se traduisait en réalité par un taux de croissance réelle de 1 % seulement de notre capacité à acheter des biens.

Ainsi, en période d'inflation, le revenu national réel, R, était clairement la seule statistique pertinente qu'il fallait observer avant de se réjouir de la bonne croissance de l'économie. Ce n'est que lorsque R augmentait

fortement que nous avions de bonnes raisons de croire que l'activité économique était en hausse.

Or, dans les périodes de déflation (lorsque les prix sont en baisse), comme c'est aujourd'hui le cas en Grèce et à Chypre, ce R peut être profondément trompeur. Considérons la représentation hypothétique d'une économie déflationniste du tableau ci-dessous.

	Année 1	Année 2	Année 3
Revenu national nominal (N)	100	98	96
Indice des prix moyens (P)	100	99	93
Revenu national réel (R=N/P)	1	98/99	96/93
Croissance de N	-	-2%	-2,04%
Taux d'inflation	-	-1%	-6,06%
Croissance de R	-	-0,01%	+4,28%

altereco+plus

Entre l'année 1 et 2, le revenu nominal du pays (N) a diminué de 2 % (de 100 à 98), tandis que l'indice des prix moyens a diminué de 1 % (de 100 à 99). L'année suivante (année 3), la récession s'est approfondie, avec une nouvelle baisse de 2,04 % du revenu nominal (98 à 96) et une baisse encore plus importante des prix, avec une déflation atteignant 6,06 %.

Telle est l'image d'une économie qui glisse d'une récession vers quelque chose d'autre qui évoque une dépression : baisse des revenus et baisse encore plus rapide des prix. Mais regardez la dernière ligne : le revenu national « réel » semble avoir rebondi de façon spectaculaire à l'année 3, affichant une croissance de 4,28 % !

Trop lourdes dettes

Il s'agit pourtant d'un mirage – une illusion causée par la chute des prix. Pour faire simple, dans les économies déflationnistes, où les gens et l'Etat doivent supporter de lourdes dettes, seules les augmentations du revenu monétaire (par opposition au revenu réel) sont une raison de se réjouir.

On peut rétorquer que l'augmentation du revenu national réel, R, est toujours une bonne nouvelle, même si le revenu monétaire est en baisse. Car si les prix (P) baissent plus vite que les revenus monétaires (N), cela signifie sûrement que nous pouvons acheter plus avec moins d'argent. Est-ce cela n'est pas une bonne chose ?

Certainement ! Mais seulement en l'absence d'un bâton habituel dans nos roues : la dette. Quand les gens et les gouvernements sont profondément endettés, et tant qu'ils paient des intérêts positifs sur cette dette, la baisse des revenus monétaires est une recette pour l'insolvabilité collective.

Une grande partie de la périphérie européenne est engluée dans un bourbier déflationniste

C'était le cas de la Grèce en 2014, où R avait augmenté de 0,8 % mais P avait chuté de 2,6 %. C'est également ce qui s'est passé à Chypre au cours du dernier trimestre de 2015, avec une croissance de R à 0,4 % en janvier 2016 mais une croissance de P à -0.75 %. En effet, une grande partie de la périphérie européenne est engluée dans un bourbier déflationniste, avec des revenus monétaires en baisse, des dettes qui montent en flèche (en pourcentage des revenus monétaires) et des banques qui se noient dans des prêts non performants qui les empêchent de prêter même à des entreprises rentables.

Depuis plusieurs années, les dirigeants politiques de l'Europe ont fait preuve de paralysie. Ils ont investi trop de capital politique dans leurs politiques défaillantes pour tenter de renverser la vapeur. Mais personne ne devrait être dupe de leurs numéros de prestidigitation statistique : se concentrer sur les statistiques de revenu national réel au cours d'une période de déflation est purement et simplement un effort pour travestir une dépression économique en grand succès.

Traduit de l'anglais par Timothée Demont

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate, 2016 - Mensonges, fichus mensonges et statistiques de croissance en Europe